

Dans le Gard et l'Hérault, des classes à 35 degrés : « On n'imaginait pas revivre ça en septembre »

Pour la première fois, les fortes chaleurs ont engendré la suspension des cours pour raison climatique en septembre, une semaine après la rentrée des classes. Le personnel enseignant dénonce l'improvisation avec laquelle ces crises sont gérées.



Le lycée Jean-Monnet, à Montpellier, le 29 mai 2026. GUILLAUME BONNEFONT/IP3 PRESS/MAXPPP

Dans la cour d'un collège de Nîmes, les élèves sont assis sur des bancs, sous des platanes. Mardi 8 septembre, la température dépasse les

35 degrés, avec un taux d'humidité à 90 %. *« Dans les classes, c'est devenu irrespirable »*, explique un professeur (sous le couvert de l'anonymat) qui a eu l'autorisation du chef d'établissement de faire classe à l'extérieur. *« C'est difficile d'enseigner en plein air, mais dans la salle, les élèves dégouлинаient de sueur sur le visage, et certains ont commencé à se sentir mal. »*

Le Gard et l'Hérault font partie des départements à avoir connu un nouvel épisode de canicule, du samedi 5 septembre au mardi 8 septembre. [Une sixième vague de chaleur qui s'ajoute à un été de tous les records](#). Nîmes, préfecture du Gard, a dépassé les soixante jours à plus de 35 degrés.

Pour la première fois, ces fortes chaleurs ont engendré la suspension des cours pour raison climatique en septembre, une semaine après la rentrée des classes : dans l'Hérault, lundi, les lycées Jean-Monnet et Léonard-de-Vinci, à Montpellier, ont annulé les cours l'après-midi. Même scénario à Sète, au lycée Joliot-Curie. Ces mesures ont concerné près de 3 300 élèves. Le lendemain, dans le Gard, les lycées Alphonse-Daudet, Philippe-Lamour et Dhuoda ont connu la même situation.

« Le principal problème, c'est que les bâtiments sont des passoires thermiques. Mardi, à 9 heures, on a constaté 30 degrés dans des classes, explique le secrétaire départemental du syndicat SNES-FSU, Jérôme Amicel. La veille déjà, cela avait été très pénible de faire cours. »

Dans le centre-ville de Nîmes, au lycée Alphonse-Daudet, le laboratoire de physique a enregistré 35 degrés mardi matin. Malgré quelques ventilateurs déployés en urgence, les enseignants ont fait jouer leur droit de retrait. *« Face à ce mouvement, la direction a pris la décision de supprimer les cours de l'après-midi »*, explique Vincent Perfettini, représentant syndical (SNES-FSU), qui réclame *« un plan chaleur, comme il existe un protocole très clair lorsque nous sommes en risque inondation »*.

Lire aussi | [Canicule : un front inédit de syndicats d'enseignants, de parents et de lycéens demande une « stratégie de long terme » pour](#)

Pour cet enseignant d'anglais, il est urgent de mettre en place des dispositifs adaptés : le réfectoire qui reste ouvert, avec l'accès à la fontaine d'eau refroidie, « *ce n'est pas suffisant. On a le sentiment que les leçons des précédentes canicules n'ont pas été apprises* ».

Au collège des Oliviers, Thomas Santucci, délégué syndical du SNES, a vu des professeurs sortir du cours « *le tee-shirt trempé* ». « *Canicule plus humidité, c'est quasiment impossible d'enseigner dans ces conditions* », ajoute-t-il. Le syndicaliste plaide pour la mise en place « *de thermomètres dans les classes, de volets extérieurs, de brise-soleil, et de rideau en classe* » et propose « *d'aérer la nuit* ».

« Aucune solution de repli »

Si le personnel enseignant dénonce une certaine improvisation, du côté des proviseurs, un malaise se fait sentir. « *Il n'existe aucun protocole précis à appliquer en cas de fortes chaleurs*, justifie Florent Martin, à la tête du lycée François-Arago à Perpignan, secrétaire académique du SNPDEN, syndicat majoritaire des chefs d'établissement. *Le seul cadre, c'est celui de notre responsabilité et de notre jugement à reconnaître la mise en danger de la santé des personnels et des élèves. C'est un peu à l'appréciation de chacun. Les épisodes caniculaires en fin d'année, on commence à connaître, mais on n'imaginait pas revivre ça en septembre !* »

Après les canicules de la fin d'année scolaire, le rectorat a annoncé à la rentrée avoir positionné « *les épreuves des examens de fin d'année le matin* » et rappelle qu'en mai, le ministère a détaillé des « *recommandations spécifiques pour les directeurs d'école et chefs d'établissement* » en cas de fortes chaleurs. « *Cela permet d'adapter, au cas par cas, l'organisation des enseignements : changement de salle ou d'espace, modification ponctuelle des activités pédagogiques, aménagement des horaires ou des temps de pause.* » Mais Florent Martin rétorque : « *A cette période, il n'existe aucune solution de repli. Déplacer*

les cours dans une autre classe, par exemple, ce n'est pas réaliste, toutes les salles sont prises. »

Lire aussi le récit | [Canicule : le grand bricolage de l'éducation nationale, symbole de l'inadaptation de la France au réchauffement climatique](#)

Cette rentrée suffocante aurait-elle pu être mieux anticipée ? Les classes auraient-elles pu bénéficier d'aménagements d'urgence ? « On sentait arriver cette nouvelle vague de chaleur, confie le vice-président de la région Occitanie chargé de l'éducation, Kamel Chibli (Parti socialiste). Mais il y a un décalage entre l'urgence climatique et les travaux à mener. Nous avons commencé à installer des brasseurs d'air, en priorité dans les salles d'examen. Nous prévoyons aussi des films anti-UV sur les fenêtres. »

La région Occitanie, qui a débloqué en urgence 10 millions d'euros supplémentaires sur le budget 2027 pour les lycées, établit un diagnostic sur « *la vulnérabilité thermique pour déterminer les travaux les plus urgents* ». Au conseil départemental du Gard, les services annoncent que, à la suite des épisodes caniculaires de l'été, « *100 brasseurs d'air ont été commandés pour équiper 10 collèges prioritaires. Les premiers équipements doivent être installés sous peu* ».

Dans les salles des professeurs, les annonces sont accueillies avec un certain scepticisme. « *La réalité, c'est que tout le monde bricole avec beaucoup de volonté et peu de moyens. Le réchauffement climatique, c'est un sujet documenté qui ne date pas d'hier. On ne devrait pas arriver à ces situations d'urgence, estime Jérôme Amicel. Il va bien falloir mener une réflexion d'ensemble pour penser le confort des élèves et des enseignants.* »

[Réutiliser ce contenu](#)